

Avez-vous payé des frais d'itinérance internationale à un taux excédant 5\$ par mégaoctet à Fido, Rogers, Bell Mobilité ou Telus après le 8 janvier 2010?

Le 10 août 2016, la Cour d'appel du Québec a autorisé Inga Sibiga à exercer une action collective contre ***Fido Solutions Inc., Rogers Communications Partnership*** (ou *Chatr Wireless*), ***Bell Mobilité Inc.*** (ou *Virgin Mobile* et *Solo Mobile*), et ***Telus Communication Company*** (ou *Koodo Mobile*) (les « **Défenderesses** ») pour le compte des personnes suivantes :

Tous les consommateurs qui résident au Québec et à qui les défenderesses ont chargé des frais d'itinérance pour les données à un taux excédant 5,00 \$ par mégaoctet après le 8 janvier 2010. (les « **Membres** »)

L'action allègue que ces fournisseurs de service sans-fil ont chargé aux consommateurs québécois des frais d'itinérance internationale excessifs et déraisonnables pour l'utilisation d'un appareil sans-fil lors de séjours à l'extérieur du Canada.

COMMENT BÉNÉFICIER DE L'ACTION COLLECTIVE SI ELLE RÉUSSIT?

Si vous êtes un consommateur québécois et que vous avez payé à l'une ou l'autre des Défenderesses des frais d'itinérance internationale pour des données à un taux excédant 5,00 \$ par mégaoctet après le 8 janvier 2010, vous êtes membre du groupe et vous bénéficierez automatiquement de tout jugement favorable.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?

L'action collective vise à obtenir **une réduction des frais payés** par les membres du groupe et **des dommages punitifs**.

VOTRE DROIT DE S'EXCLURE DE L'ACTION COLLECTIVE

Si vous désirez vous exclure du groupe, vous devez le faire **au plus tard le 10 mai 2017** par écrit avec référence à l'action collective au numéro

de cour 500-06-000636-130, en faisant parvenir une lettre au Greffe de la Cour supérieure du Québec au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Merci de faire parvenir copie de cette lettre aux avocats des Membres à l'adresse ci-dessous.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ LES AVOCATS DES MEMBRES

Trudel Johnston & Lespérance

750 Côte de la Place d'Armes

Montréal, QC, H2Y 2X8

514 871-8385

info@tjl.quebec

site internet : tjl.quebec

Cet avis est un résumé de l'avis aux membres dont le texte complet peut être consulté sur le site internet des avocats des membres du groupe www.tjl.quebec.

AVIS D'ACTION COLLECTIVE
(C.S.M. N° 500-06-000636-130)

Avez-vous payé des frais d'itinérance internationale à un taux excédant 5\$ par mégaoctet à Fido, Rogers, Bell Mobilité ou Telus après le 8 janvier 2010?

Le 10 août 2016, la Cour d'appel du Québec a autorisé Inga Sibiga à exercer une action collective contre *Fido Solutions Inc., Rogers Communications Partnership* (ou *Chatr Wireless*), *Bell Mobilité Inc.* (ou *Virgin Mobile* et *Solo Mobile*), et *Telus Communication Company* (ou *Koodo Mobile*), (les «**Défenderesses** ») pour le compte des personnes suivantes :

Tous les consommateurs qui résident au Québec et à qui les défenderesses ont chargé des frais d'itinérance pour les données à un taux excédant 5,00 \$ par mégaoctet après le 8 janvier 2010. (les «**Membres** »)

L'action allègue que les Défenderesses ont chargé aux consommateurs québécois des frais d'itinérance internationale excessifs et déraisonnables pour l'utilisation d'un appareil sans-fil lors de séjours à l'extérieur du Canada.

L'action vise à obtenir **une réduction des frais ainsi payés par les membres du groupe et des dommages punitifs.**

Si vous êtes un Membre, vous n'avez aucun geste à poser pour bénéficier de tout jugement favorable sur l'action collective.

LES PRINCIPALES QUESTIONS

Le jugement d'autorisation a identifié comme suit les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement au bénéfice des Membres:

- a) La disproportion entre les frais d'itinérance internationale pour les données imposées aux membres du groupe et la valeur de ce service fourni par les défenderesses constitue-t-elle de l'exploitation et de la lésion objective en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la protection du consommateur*?
- b) Les frais d'itinérance internationale pour les données des défenderesses sont-ils excessifs et déraisonnables, de sorte que les clauses contractuelles leur permettant de facturer ces frais sont abusives en vertu de l'article 1437 C.c.Q.?
- c) Les obligations des membres du groupe doivent-elles être réduites et si oui, de combien ?
- d) Y a-t-il lieu d'octroyer des dommages punitifs et, si oui, quel montant les intimées devraient-elles payer ?

LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES

Le jugement d'autorisation a identifié les conclusions suivantes:

- a) **DÉCLARER** que les frais d'itinérance internationale pour les données imposés par les défenderesses constituent de l'exploitation sous l'article 8 de la *LPC*;
- b) **DÉCLARER** que les frais d'itinérance internationale pour les données imposés par les défenderesses sont excessifs et déraisonnables pour les consommateurs, et par conséquent ne sont pas imposés de bonne foi au sens de l'article 1437 du *CCQ*;
- c) **RÉDUIRE** à leur juste valeur marchande les frais d'itinérance internationale payés par la requérante et les membres aux intimées;
- d) **ORDONNER** à la défenderesse Fido de compenser la requérante pour le montant facturé en trop;

- e) **ORDONNER** que les réclamations des membres pour les dommages compensatoires liés aux montants facturés en trop fassent l'objet d'un recouvrement collectif;
- f) **ORDONNER** que les réclamations des membres pour des dommages punitifs fassent l'objet d'un recouvrement collectif;
- g) **ORDONNER** à l'intimée à payer à chaque membre du groupe leurs réclamations respectives, plus l'intérêt au tarif légal ainsi que l'indemnité additionnelle établie par la loi en vertu de l'article 1619 du CCQ.;

VOTRE DROIT DE VOUS EXCLURE DU GROUPE

Si vous désirez vous exclure du groupe, vous devez le faire **au plus tard le 10 mai 2017** par écrit avec référence à l'action collective au numéro de cour 500-06-000636-130, en faisant parvenir une lettre au Greffe de la Cour supérieure du Québec au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6. Merci de faire parvenir copie de cette lettre aux avocats des Membres à l'adresse indiquée au bas de l'avis.

Tout Membre du groupe qui a déjà déposé une demande avec le même objet que l'action collective est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.

L'INTERVENTION ET LES FRAIS DE JUSTICE

Le dossier sera entendu dans le district judiciaire de Montréal.

Un Membre peut demander à intervenir devant la Cour si son intervention est considérée utile au groupe.

Un Membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ LES AVOCATS DES MEMBRES

Si vous êtes un Membre du groupe et souhaitez recevoir de l'information sur les progrès du dossier, vous pouvez vous inscrire en remplissant le formulaire sur le site internet des avocats des Membres:

Trudel Johnston & Lespérance

750 Côte de la Place d'Armes

Montréal, QC, H2Y 2X8

514 871-8385

info@tjl.quebec

site internet : tjl.quebec

DID YOU PAY INTERNATIONAL DATA ROAMING FEES AT A RATE HIGHER THAN \$5.00 PER MEGABYTE TO FIDO, ROGERS, BELL MOBILITY OR TELUS AFTER JANUARY 8, 2010?

On August 10, 2016, the Court of Appeal of Quebec authorized Inga Sibiga to bring a class action in damages against ***Fido Solutions Inc., Rogers Communications Partnership (or Chatr Wireless), Bell Mobility Inc. (or Virgin Mobile and Solo Mobile), and Telus Communication Company (or Koodo Mobile)*** (together, the “Defendants”) on behalf of the following persons:

All consumers residing in Quebec who were charged international mobile data roaming fees by the Defendants at a rate higher than \$5.00 per megabyte after January 8, 2010.
(the “members”)

The class action alleges that these wireless service providers charged Quebec consumers exploitative and excessive data roaming fees while using mobile devices outside Canada.

HOW DO I BENEFIT FROM THE CLASS ACTION IF IT SUCCEEDS?

If you are a Quebec consumer and were charged more than \$5.00 per megabyte by one of the Defendants to use the internet with your device outside of Canada after January 8, 2010, you are a member of the class action and will automatically benefit from any favourable judgment.

WHAT CAN YOU GET?

The class action seeks a **reduction of the fees paid by class members** as well as **punitive damages**.

YOUR RIGHT TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION

If you want to opt out of the class action, you must do so **by the latest May 10, 2017**, by sending a letter with the court number 500-06-000636-130 to the clerk of the Superior Court of Quebec, at 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1B6. Please send a copy of this letter to the Class Counsel at the address below.

2/2

Class Action Notice-short version

Inga Sibiga v. Fido et al.

C.S.M. 500-06-000636-130

**FOR MORE INFORMATION PLEASE CONTACT THE CLASS
COUNSEL:**

Trudel Johnston & Lespérance

750 Côte de la Place d'Armes

Montreal, QC, H2Y 2X8

514 871-8385

info@tjl.quebec

Website: tjl.quebec/en/

*This notice is only a summary of the full notice to members, which can
be found on Class Counsel's website at www.tjl.quebec.*

CLASS ACTION NOTICE

(S.C.M. N° 500-06-000636-130)

Did you pay International Data Roaming Fees at a rate higher than \$5,00 per megabyte to Fido, Rogers, Bell Mobility or Telus after January 8, 2010?

On August 10, 2016, the Court of Appeal of Quebec authorized Inga Sibiga to bring a class action in damages against ***Fido Solutions Inc., Rogers Communications Partnership (or Chatr Wireless), Bell Mobility Inc. (or Virgin Mobile and Solo Mobile), and Telus Communication Company (or Koodo Mobile)*** (together, the “Defendants”) on behalf of the following persons:

All consumers residing in Quebec who were charged international mobile data roaming fees by the Defendants at a rate higher than \$5.00 per megabyte after January 8, 2010.

(“class members”)

The class action alleges that the Defendants charged Quebec consumers exploitative and excessive data roaming fees while using mobile devices outside Canada.

The class action seeks a **reduction of these fees as damages to compensate class members and punitive damages.**

If you are a Class member, you do not need to do anything to benefit from any favourable judgment rendered on the class action.

THE PRINCIPAL ISSUES TO BE DEALT WITH COLLECTIVELY

The authorization decision identified the following questions of fact and law to be treated collectively for the benefit of class members:

- a) Does the disproportion between the international mobile data roaming fees charged to the class members and the value of the service provided by the respondents constitute

exploitation and objective lesion under section 8 of the *Consumer Protection Act* (the “CPA”)?

- b) Are the respondents' international mobile data roaming fees excessively and unreasonably detrimental to consumers such that the contractual clauses allowing them to charge such fees are abusive under article 1437 C.C.Q.?
- c) Must the class member's obligations be reduced and if so, by how much?
- d) Are the class members entitled to punitive damages, and if so, what amount must the respondents pay?

THE CONCLUSIONS SOUGHT

The authorization decision identified the following conclusions:

- a) **DECLARE** that the international mobile data roaming fees charged by respondents amount to exploitation under section 8 of the CPA;
- b) **DECLARE** that the international mobile data roaming fees charged by the respondents are excessively and unreasonably detrimental to consumers or adhering parties and are therefore not in good faith under article 1437 C.C.Q.;
- c) **REDUCE** the obligations of the petitioner and class members to pay the respondents for the international mobile data roaming services charged to their fair market value;
- d) **ORDER** respondent Fido to compensate the petitioner for the amount overcharged;
- e) **ORDER** the collective recovery of all damages owed to the class members for the amount overcharged;
- f) **ORDER** the collective recovery of all the punitive damages to be paid to all the class members;
- g) **ORDER** the respondents to pay each member of the class their respective claims, plus interest at the legal rate as well as the additional indemnity provided for by law in accordance with article 1619 C.C.Q.;

YOUR RIGHT TO OPT OUT OF THE CLASS ACTION

Class members can exclude themselves from the class action by sending a letter with the court number 500-06-000636-130 to the clerk of the Superior Court of Quebec, at 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6, **by the latest May 10, 2017**. Please send a copy of this letter to the Class Counsel at the address below.

A class member who does not discontinue a legal proceeding having the same subject matter as the class action before the time for opting out has expired, is deemed to have opted out of the class action.

INTERVENTIONS AND LEGAL COSTS

The class action will be heard in the judicial district of Montreal.

A class member can make interventions in the class action before the Court if they are helpful to the other class members.

No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.

FOR MORE INFORMATION

If you are a class member and would like to receive updates on the progress of the class action, **you can sign up by completing the form on Class Counsel's website:**

Trudel Johnston & Lespérance
750 Côte de la Place d'Armes
Montreal, QC, H2Y 2X8
514 871-8385
info@tjl.quebec

website: tjl.quebec/en/